



Observatoire Afrique de l'Est

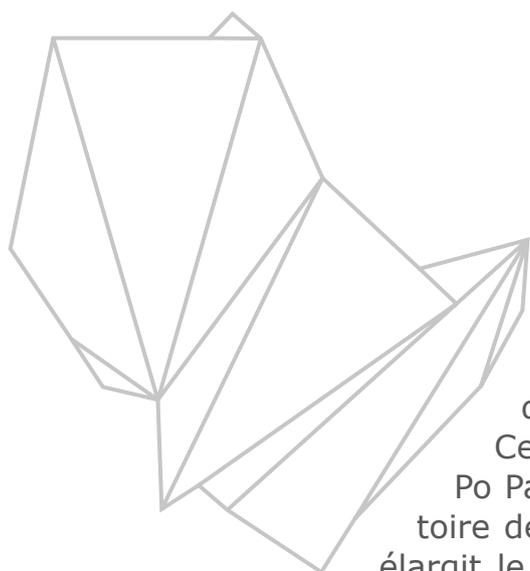
Enjeux politiques & sécuritaires

L'ÉCHEC DES POLITIQUES DU PREMIER MINISTRE ABIY AHMED POUR ENDIGUER LES CONFLITS 'ETHNIQUES' EN ÉTHIOPIE

JEANNE AISSERGE
CHERCHEUSE INDÉPENDANTE

NOTE ANALYSE 13
Août 2019





L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2020) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'étude et de documentation économique, juridique et sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



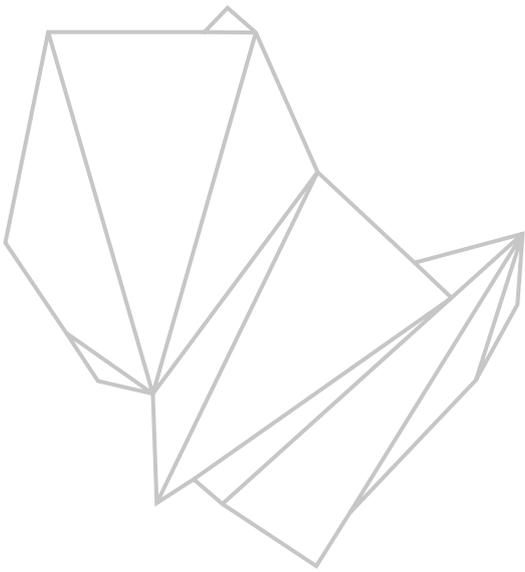
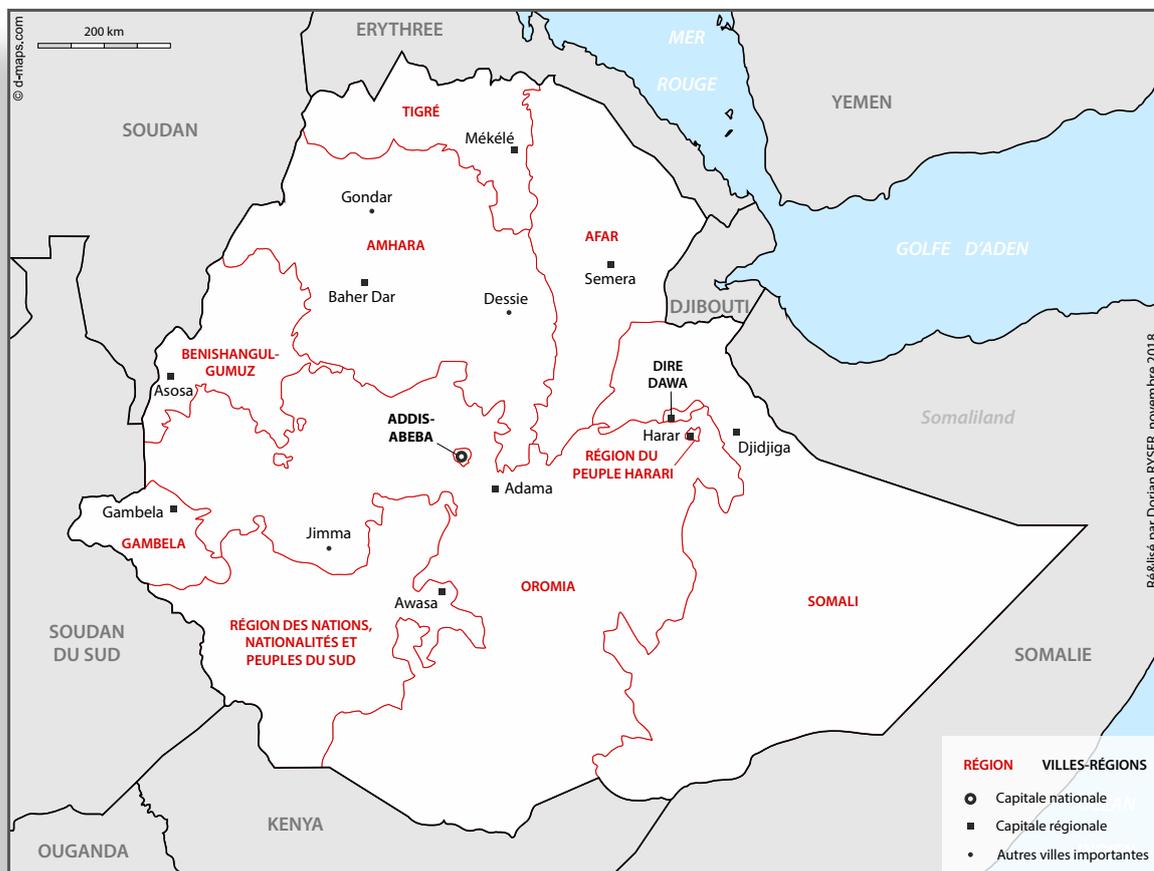


Table des matières

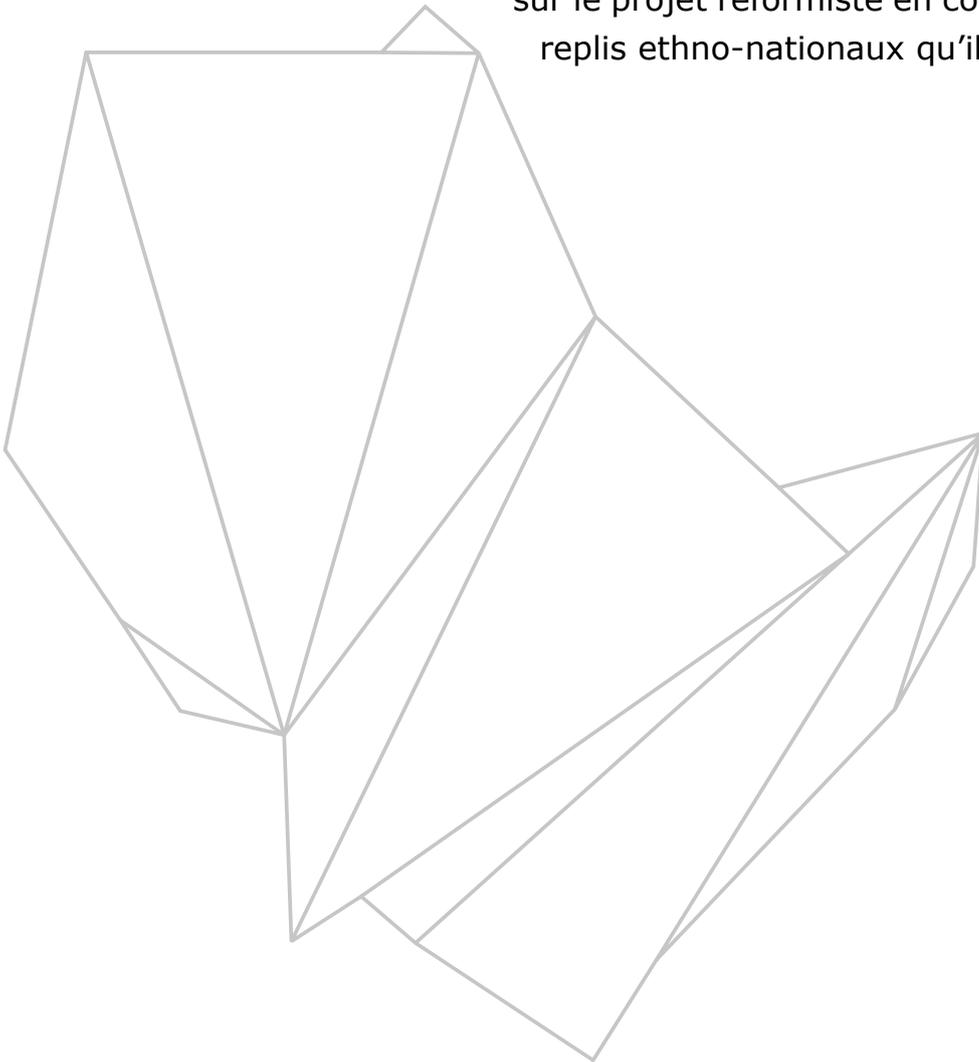
6. INTRODUCTION
8. DES CONFLITS 'ETHNIQUES'
À L'ADMINISTRATION
CONFLICTUELLE DES
'NATIONALITÉS' DANS LE
CADRE DE L'ÉTAT FÉDÉRAL
ÉTHIOPIEN
11. DES POLITIQUES DE
RÉCONCILIATION
NATIONALE NON
ABOUTIES
16. L'INQUIÉTANTE
MOBILISATION DE JEUNES
MILICIENS ETHNO-
NATIONALISTES
20. CONFUSION ACCRUE ET
REPLIS IDENTITAIRES
AMBIVALENTS
26. CONCLUSION

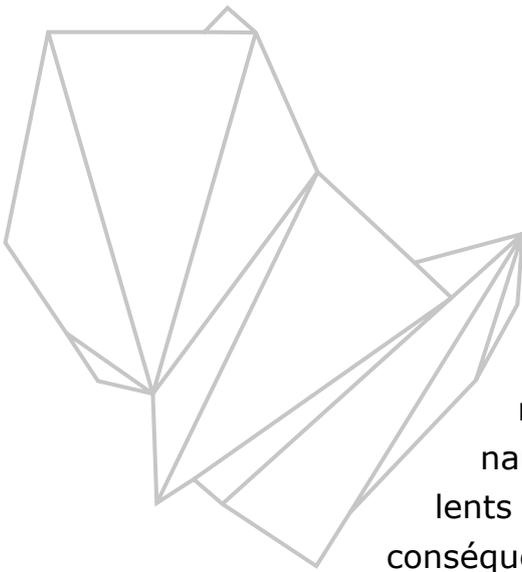
Régions et villes principales d'Éthiopie



Résumé

Les violences intercommunautaires croissantes en Éthiopie sont souvent attribuées aux activistes radicaux profitant de l'ouverture démocratique prônée depuis près d'un an et demi par le nouveau Premier ministre Abiy Ahmed. Cependant, l'examen critique et sur le terrain des politiques menées par son gouvernement révèle non seulement leur ambiguïté et leur non aboutissement formel, mais aussi le recours moins officiel à des pratiques inquiétantes comme la mobilisation de jeunes miliciens sur des bases ethniques, alimentant la confusion générale sur le projet réformiste en cours et les ambivalents replis ethno-nationaux qu'il suscite.





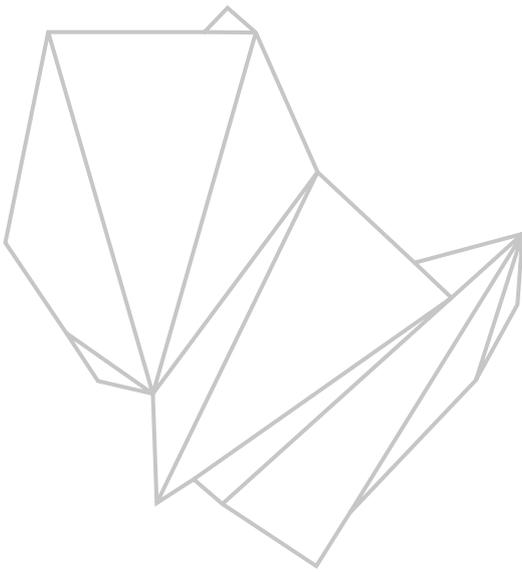
Introduction

La plupart des études produites ces derniers mois par les analystes nationaux et internationaux considèrent la multiplication des conflits violents entre groupes ethniques en Éthiopie comme la conséquence inévitable de la libéralisation politique du pays, conduite par le gouvernement d'Abiy Ahmed depuis sa nomination au poste de Premier ministre fin mars 2018. D'après ces études, malgré les efforts de ce dernier pour promouvoir l'unité nationale, l'ouverture inédite de la scène politique éthiopienne aux partis de l'opposition aurait entraîné l'expression des frustrations ethniques du passé et leur exacerbation par l'irruption brutale d'activistes radicaux, prêts à en découdre pour assurer la suprématie de leur groupe, ou 'nationalité', et s'emparer du pouvoir. Cette instabilité croissante observée dans diverses régions du pays serait aussi le fruit des chamboulements opérés par le Premier ministre réformiste au sein des services de sécurité et de renseignements, affectant l'efficacité du célèbre appareil sécuritaire étatique éthiopien, jusqu'ici contrôlée d'une main de fer par le Tigrean People Liberation Front (TPLF) au sein de la coalition gouvernementale de l'Ethiopian Peoples' Revolutionary Democratic Front (EPRDF).

Bien que dominantes, ces analyses n'ont souvent qu'indirectement et très partiellement examiné la nature, les pratiques et les conséquences des politiques menées par l'administration d'Abiy Ahmed pour endiguer ces conflits présentés comme 'ethniques', sans véritablement questionner leur teneur, enjeux et acteurs dans les différents États régionaux (ou Régions) de la République fédérale éthiopienne où ils se manifestent.

Pour pallier ces faiblesses, cette note propose un examen critique et sur le terrain de ces violences dites intercommunautaires et des politiques gouvernementales supposées les contenir. Il s'agira d'abord de revenir sur la notion controversée de conflits 'ethniques' en la re-contextualisant dans le cadre des dynamiques conflictuelles propres à l'administration des 'nationalités' institutionnalisées dans le cadre du régime fédéral éthiopien. Puis, cette note s'at-

tachera à explorer les politiques formelles de réconciliation nationale promues par le gouvernement d'Abiy Ahmed, avant de discuter dans un troisième point leurs pratiques moins officielles comme la mobilisation de jeunes miliciens sur des bases ethniques. Enfin, les conséquences de ces politiques formelles et non-officielles seront évaluées, notamment en termes de renforcement d'un sentiment général de confusion à l'égard de l'agenda réformiste du Premier ministre éthiopien – dont les pratiques de manipulations ethniques tendent à s'inscrire dans la continuité de celles du régime précédent –, ou encore de replis ethno-nationaux autant ambigus qu'ambivalents.



Des conflits 'ethniques' à l'administration conflictuelle des 'nationalités' dans le cadre de l'État fédéral éthiopien

L'idée tentante selon laquelle les différents groupes ethniques présents en Éthiopie seraient des entités distinctes par nature et dont les rivalités ancestrales auraient éclaté au grand jour depuis le desserrement du régime autoritaire de l'EPRDF avec l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed ne semble pas satisfaisante pour expliquer les tensions et violences actuelles.

De nombreux travaux rappellent qu'en Éthiopie comme ailleurs, toute définition générale et figée de l'ethnicité est vaine si l'on ne prend pas en compte les dynamiques sociohistoriques qui la redéfinissent et la réarticulent dans des contextes spécifiques :

« Le sens le plus attesté pour ethnicité – la présomption d'une ascendance commune et des liens de sang entre les membres du groupe – est pour le moins arbitraire quand ce n'est pas une pure fiction, comme dans les « nations » modernes. (...) Le découpage selon la langue, la culture ou tout autre critère est d'ailleurs plus artificiel encore. (...) Pour apprécier la nature (des) conflits (ethniques), il vaut donc mieux se fonder sur le contexte, plutôt que sur des définitions a priori. »¹

Si la notion de conflits ethniques demeure très limitée, les dynamiques conflictuelles des contextes étatiques ou champs politiques dans lesquels ils se manifestent sont très largement conditionnées par leur institutionnalisation, représentation et administration nationales par les politiques de l'État :

« Dans quelle mesure les frictions ethniques peuvent être contrôlées, jusqu'où peut aller l'appartenance ethnique dans un pays, cela dépend bien souvent de la politique de l'État. C'est la première et la plus importante leçon à retenir pour qui veut garder le contrôle sur les conflits ethniques. Les groupes ethniques ne bénéficient pas d'une définition institutionnelle a priori, à moins qu'elle ne leur soit imposée de l'extérieur par un pays. »²

1. Éric Hobsbawm, 1993, « Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 100, p.51-52.

2. Éric Hobsbawm, 1993, p.55.

Contrairement aux approches figées très classiques de l'ethnicité privilégiées implicitement dans les analyses actuelles³, l'examen des parcours sociohistoriques des groupes ou entités politiques régionales impliqués dans la construction politique de l'État éthiopien médiéval et contemporain révèle l'existence de confédérations historiquement multi-ethniques, fondées sur des alliances entre groupes linguistiques et culturels distincts⁴. Aujourd'hui encore, la plupart des populations éthiopiennes reflètent ces alliances anciennes et interconnexions multiples entre les différentes 'nationalités' du pays. Leurs représentations territoriales et administratives n'ont cessé d'évoluer au cours des régimes de plus en plus centralisés qui se sont succédés au fil de l'histoire récente de l'État moderne éthiopien, du règne de l'Empereur Haïlé Sélassié à la Révolution socialiste de 1974, jusqu'à la représentation des 'nationalités' linguistiques et culturelles dans le cadre du régime fédéral instauré au début des années 1990⁵.

Ainsi, loin d'être naturels ou ancestraux, les groupes ethniques ou plutôt les actuelles 'nationalités' éthiopiennes sont surtout le produit de leur institutionnalisation récente et autoritaire au sein de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, contrôlée depuis près de trois décennies par la coalition de l'EPRDF. Depuis la promulgation de la Constitution fédérale en 1995, la réorganisation de ces groupes territoriaux et linguistiques selon le principe des 'nationalités' cher à Joseph Staline n'a cessé de générer des tensions régionales et nationales. Ces dynamiques conflictuelles sont d'abord frontalières, liées à des découpages controversés affectant depuis leur création la plupart des Régions de la fédération éthiopienne, en raison de la non prise en compte des solidarités sociohistoriques trans-ethniques ou plutôt transnationales qui ont pourtant forgé dans la longue durée l'espace politique éthiopien et celui de la Corne de l'Afrique en général⁶.

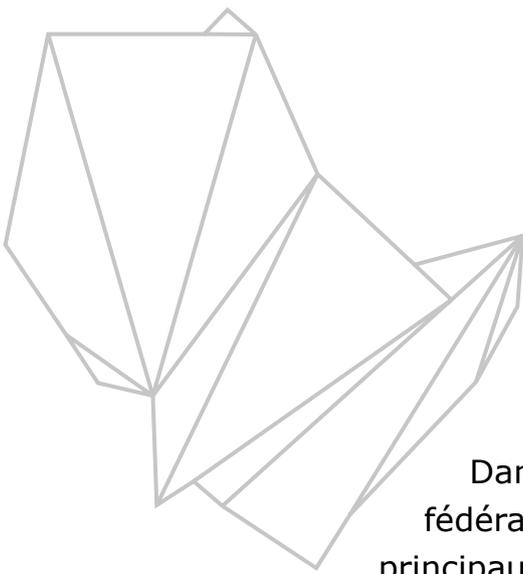
-
3. Voir les analyses produites par William Davison et Leake Tewele, "Anguish for Harari as Oromo claim rights", *Ethiopia Insight*, 2 January 2019; International Crisis Group, "Managing Ethiopia's Unsettled Transition", Africa Report N°269, 21 February 2019; Risk & Co. Strategic Intelligence, "Ethiopie: le fédéralisme ethnique en crise", 23 juillet 2019.
 4. Voir notamment les travaux de Fesseha Berhe, 2016, "From Privileged Partners to Marginalized 'Foreigners'?, Exploring the Historical Dynamics of the Saho Settlements in Təgray", in *Movements in Ethiopia, Ethiopia in Movement, Proceedings of the 18th International Conference of Ethiopian Studies*, French Centre of Ethiopian Studies/Institute of Ethiopian Studies, Los Angeles, Tsehai Publishers; Thomas Osmond, 2014, "Competing Muslim Legacies along City/Countryside Dichotomies: Another History of Harar Town and its Oromo Rural Neighbours in Eastern Ethiopia" in *The Journal of Modern African Studies*, vol.52 (1), Cambridge University.
 5. Pour une vision d'ensemble, voir les articles présentés dans la revue *Politique africaine*, « Ethiopie : le fédéralisme en question », n° 99, octobre 2005, Paris, Karthala.
 6. Voir sur ce sujet Dereje Feyissa, 2006, "The Experience of Gambella Regional State", in D.Turton (ed.), *Ethnic Federalism. The Ethiopian experience in comparative perspective*, Oxford, Athens, Addis Ababa, James Currey, Ohio University Press, Addis Ababa University Press, Eastern African Studies: 208-230; Sarah Vaughan, 2005, "Identités ethniques et fédéralisme en Ethiopie du Sud", in *Politique africaine*, n°99, pp.22-42.

Enfin, il convient de rappeler que les mobilisations sociales qui aboutirent en février 2018 à la démission du Premier ministre Hailemariam Desalegn, relevaient moins d'une base ethnique que d'un rejet partagé des injustices (surtout foncières et économiques) du régime et la corruption rampante des administrations régionales, locales ou encore fédérales, exacerbant les frustrations populaires. En effet, initiés dans la Région oromo après les élections très contestées de mai 2015, ces soulèvements populaires d'une ampleur inédite se sont rapidement caractérisés par leurs dynamiques trans-ethniques, marqués à partir de l'été 2017 par des solidarités entre les différentes 'nationalités' – notamment entre certains groupes oromo et amhara –, avec des blocages de routes et des opérations villes-mortes ayant pour but de paralyser l'économie du pays⁷. Ces mobilisations sociales trans-ethniques se sont ralenties suite la démission de Hailemariam Desalegn et son remplacement en mars 2018 par Abiy Ahmed, chargé de conduire une ouverture politique et socioéconomique du régime, officiellement présentée comme une 'transition démocratique' ou une réconciliation nationale, censée répondre aux attentes populaires⁸.

En d'autres termes, les conflits ethniques ne fonctionnent pas seuls. Ils sont davantage basés sur des inégalités sociales, des luttes pour y mettre fin et des pratiques étatiques autoritaires. Celles-ci n'ont pas disparues Il n'y a donc pas d'émergence ou de réémergence des conflits ethniques. Il y a des conflits politiques et sociaux qui se poursuivent car leurs déterminants de fond n'ont pas été résolus, malgré les annonces faites par le gouvernement d'Abiy Ahmed.

7. Voir Jeanne Aisserge, août 2017, « Dynamiques des mobilisations en Ethiopie depuis les élections de 2015 », *Observatoire de l'Afrique de l'Est*, note 2. Il s'agissait en particulier des solidarités entre groupes *Qeerroo* de la Région oromo et *Faano* de la Région amahara, ou encore des liens entre factions de l'Oromo Liberation Front (OLF) et de la Coalition for Unity and Democracy (CUD/Kenejit) sur lesquels nous reviendrons dans la dernière partie de cette note.

8. Voir Jeanne Aisserge et Nicolas Bach, novembre 2018, « L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire », *Observatoire de l'Afrique de l'Est*, note 7.



Des politiques de réconciliation nationale non abouties

Dans son discours inaugural devant le Parlement fédéral en avril 2018, Abiy Ahmed avait exposé les principaux points de la réconciliation nationale qu'il souhaitait mettre en œuvre. Il s'agissait principalement de pardonner les excès de la coalition de l'EPRDF et de ses opposants, de respecter les règles du droit, la Constitution, l'indépendance de la justice, l'autonomie des Régions et 'nationalités', la liberté d'expression ou encore de promouvoir l'exemplarité des acteurs et institutions publiques face à la corruption. Le nouveau Premier ministre éthiopien insistait également sur la nécessité de réintégrer légalement les partis d'opposition interdits et en exil en vue des échéances électorales de mai 2020, mais aussi l'impérative résolution des conflits entre « nationalités » ou encore la nécessaire relance de l'économie avec son ouverture aux acteurs privés nationaux et investisseurs étrangers.

Cependant, au-delà de la figure d'Abiy Ahmed, les politiques destinées à concrètement mettre en œuvre les priorités de son gouvernement réformiste semblent plutôt inabouties, inaugurales et opaques, voire même très proches de celles menées par la coalition au pouvoir depuis près de trois décennies. Ce constat s'applique notamment aux politiques de règlement des litiges identitaires et frontaliers. En effet, la création en grandes pompes d'un Ministère de la Paix et d'une Administrative Boundaries and Identity Issues Commission (ABIIC) s'est limitée au mieux à institutionnaliser des coquilles vides – l'ABIIC ne s'étant réunie qu'une seule fois et ses membres ayant souvent appris leur nomination par hasard dans la presse – ou au pire, à alimenter des controverses sur la continuité de l'empiétement des prérogatives des Régions et du Parlement par le gouvernement fédéral⁹.

9. Voir Felix Horne, 8 April 2019, "Ethiopia's transition to democracy has hit a rough patch. It needs support from abroad", *Los Angeles Times*, <https://www.latimes.com/opinion/op-ed/la-oe-horne-ethiopia-abiy-ahmed-democracy-20190408-story.html>; Christian Tesfay, 26 April 2019, "Parliament Should Rise the Challenge of the Times", *Addis Fortune*, <https://addisfortune.news/parliament-should-rise-to-the-challenge-of-the-times>

Les discours du Premier ministre promouvant l'unité nationale autour du concept de *medemer*¹⁰, sont restés trop formels et ne se sont pas véritablement accompagnés d'actions concrètes, si ce n'est le recours aux traditionnels récits ethno-nationaux culturalistes, cultivés par l'EPRDF depuis plus de vingt ans.

C'est aussi le cas de la mobilisation des groupes de vieux sages ou *elders*, supposée promouvoir une résolution des conflits impliquant les populations et les traditions locales. Cependant, la sélection par les autorités étatiques des membres de ces comités et leurs prérogatives concrètement très limitées n'ont pas permis, comme par le passé, d'obtenir des résultats pérennes¹¹. Les situations conflictuelles sur le terrain ne s'améliorent pas ou seulement de façon très ponctuelle, comme l'illustre la crise toujours non résolue des déplacés internes¹². Les retours forcés et les populations errant près des camps d'accueil aujourd'hui presque tous démantelés attestent de l'inefficacité des politiques de réconciliation mises en place, au-delà des succès auto-proclamés et largement mis en scènes par les principaux médias étatiques du pays¹³.

Ce sont enfin les impasses et les répressions sanglantes dans les zones du Wallaga et du West Guji de la Région oromo ou encore dans la zone Sidama de la Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (RNNPS). Les affrontements armés entre groupes rebelles locaux et les forces de l'ordre témoignent de l'intensité des combats dans ces territoires placés en état d'urgence, où les *command posts* fédéraux se sont substitués aux administrations locales pour tenter de maintenir un ordre toujours très précaire¹⁴.

Les politiques de réintégration des partis d'opposition et de leurs leaders emprisonnés ou exilés à l'étranger laissent également perplexes. En effet,

10. Ce terme amharique reste assez vague et pourrait être traduit par 'unité' ou 'valeur ajoutée de l'unité nationale'.

11. Voir Jeanne Aisserge et Jean-Nicolas Bach, « L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire », note 7 de *L'Observatoire de l'Afrique de l'Est*, novembre 2018, pp.40-41.

12. En août 2018, avec un nombre de déplacés à l'intérieur du pays avoisinant officiellement les 3 millions, l'Éthiopie est devenue le pays comptant le plus de réfugiés internes au monde. La plupart des populations déplacées se trouvent en région Oromia. Il s'agit d'abord des zones frontalières à l'est, adjacentes à la région Somali, suite aux expulsions et évictions terribles sanglantes menées depuis plusieurs années par la Somali Liyu Police, la police spéciale régionale. Ce sont ensuite les zones à l'ouest du Wallaga et celles du West Guji et Gedeo au sud-ouest, situées respectivement dans la région Oromia et la Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (RNNPS).

13. Depuis mai 2019, les autorités éthiopiennes ont officiellement annoncé la mise en place d'un *Strategic Plan to Address Internal Displacement*, avec la fermeture des camps de réfugiés internes dans la Région oromo. Voir "Ethiopia IDP Situation Report May 2019", *UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (rapport publié le 13 juin 2019 par Relief Web, <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-idp-situation-report-may-2019>) et Cristiano D'Orsi, 3 July 2019, "Ethiopia Needs to Act Fast to Solve Its Internal Displacement Problem", *The Conversation – Africa*, accessible en ligne, <https://allafrica.com/stories/201907040181.html>

14. Voir l'article publié le 23 juillet 2019 dans *Addis Standard*, "Security in SNNP Regional State Placed under Federal Army Command Post" (<https://addisstandard.com/news-security-in-snnp-regional-state-placed-under-federal-army-command-post/>).

leur retour en fanfare au cours de l'été 2018 et la signature début 2019 d'un Code de conduite paraissent être les seules avancées tangibles d'un processus là encore peu abouti et manquant de transparence. Le contenu des accords conditionnant la reconnaissance légale des opposants et de leurs formations politiques respectives n'a pas été divulgué et les tractations avec le gouvernement semblent aujourd'hui au point mort. Les efforts pour la réintégration peu effective des combattants affiliés aux partis d'opposition dans les rangs des forces de l'ordre régionales demeurent peu convaincants, pour ne pas dire catastrophiques dans certains cas, comme l'ont illustrées la révocation du Brigadier Général Kemal Galchi de son poste de chef de l'Oromia Security Administration Bureau en avril 2019 ou encore les meurtres du 22 juin 2019 au siège du gouvernement de la Région amhara, attribués au Brigadier Général Asaminew Tsige, alors chef de la sécurité dans la Région Amhara¹⁵.

Les flous et les doutes sont également multiples sur les échéances électorales imminentes. Le report à mai 2020 des élections locales dans les districts (*wereda* et *qebele*) et les villes d'Addis-Abeba et de Dire Dawa, le rejet de la loi électorale très contraignante présentée fin juillet 2019 par le National Electoral Board of Ethiopia (NEBE) devant les principaux partis d'opposition, ou encore les violences à travers le pays laissent planer le doute sur leur tenue et leur bon déroulement¹⁶.

Les politiques de libéralisation de la presse, de libération des journalistes emprisonnés et le retour de ceux exilés à l'étranger semblent elles aussi en demi-teinte, comme l'illustre la démission en février 2019 de Mohammed Ademo, fondateur du site OPride (Oromo Pride) très critique à l'égard de l'EPRDF, quelques mois seulement après son retour au pays et sa nomination à la tête de la télévision étatique régionale oromo, *Oromo Broadcast Network* (OBN)¹⁷. Il s'agit aussi du projet de réforme controversé des médias porté

15. Après avoir déserté l'armée éthiopienne en 2008 pour rejoindre les rangs de l'OLF à Asmara, Kemal Galchi avait été nommé à la tête de la sécurité de la Région oromo quelques mois après son retour en Éthiopie et sa grâce par les autorités en juillet 2018. Quant à Asaminew Tsige, il avait été emprisonné peu après les élections controversées de 2005 en raison de sa proximité avec le parti de l'Unité (Kenejit/CUD) de Berhanu Nega et accusé formellement de vouloir fomenter un coup d'état contre le Premier ministre tigréen Meles Zenawi. Libéré peu de temps après l'arrivée d'Abiy Ahmed au pouvoir, il avait été nommé chef de l'Amhara Security Administration Bureau à l'automne 2018. Nous reviendrons dans la quatrième partie de cette note sur son implication dans les meurtres du 22 juin 2019.

16. Voir les deux éditoriaux d'*Addis Fortune* du 11 mai 2019, "Local Elections, Litmus Test for Madame Birtukan" (<https://addisfortune.news/local-elections-litmus-test-for-madame-birtukan/>) et du 10 août 2019, "Electoral Contest Need Moderation in Civic Discourse; The Alternative is Bad" (<https://addisfortune.news/electoral-contests-need-moderation-in-civic-discourse-the-alternative-is-bad/>).

17. OPride est un site d'information en ligne sur l'Éthiopie fondé en 2008 aux États-Unis par Mohammed Ademo, journaliste freelance et rédacteur à Al-Jazeera America. OBN est une branche d'Ethiopian Broadcast Corporation (EBC), le groupe médiatique gouvernemental éthiopien.

par Abiy Ahmed en mars-avril 2019, attisant l'inquiétude des professionnels avec un retour à peine voilé à la censure pour limiter officiellement ce qui est présenté comme le « dangereux déferlement » des *fake news* sur les médias privés et les réseaux sociaux¹⁸. Plus récemment, la reprise des arrestations de journalistes suite aux tueries de Bahir Dar et d'Addis-Abeba du 22 juin, ou encore dans la zone Sidama en juillet 2019, ont brutalement laissé l'impression d'un retour aux logiques répressives du précédent gouvernement, avec le recours à la loi antiterroriste pour faire taire les journalistes trop critiques.

Le constat est similaire pour ce qui concerne les politiques contre la corruption et les abus de pouvoir des administrateurs et fonctionnaires au niveau fédéral, régional et local¹⁹. Les renouvellements ou chamboulements annoncés au sein de l'appareil sécuritaire et de renseignements du pays, tout comme au sein des administrations et du gouvernement fédéral en général, sont très relatifs avec la nomination de suppléants, de bras droits ou d'individus formés dans le sérail de l'EPRDF pour succéder aux postes clé²⁰. On peut aussi s'interroger sur la compétence d'autres individus nommés de façon très médiatisée, surfant sur les attentes de la communauté internationale, notamment en termes de parité hommes/femmes, comme Meaza Ashenafi, l'actuelle Présidente de la Cour suprême éthiopienne²¹. De même, les mises aux arrêts et traitements par la justice des figures de l'EPRDF d'avant le gouvernement Abiy (comme Bereket Simon, Abdi Iley, Getachew Asefa ou encore les membres du conseil d'administration de METEC, incluant notamment l'actuel Vice-Premier ministre, Demeke Mekonnen) restent là aussi peu abouties, voire même parfois largement mis en scène²².

18. Voir Elias Gebreselassie, 3 May 2019, "Journalists Cautiously Celebrate Press Freedom in Ethiopia", *Al-Jazeera* (<https://www.aljazeera.com/indepth/features/journalists-cautiously-celebrate-press-freedom-ethiopia-190502220108387.html>).

19. Voir Yonas Abiye, 1 June 2019, "Irate MPs demand top officials to face House, PM over audit findings", *The Reporter*, (<https://www.thereporterethiopia.com/article/irate-mps-demand-top-officials-face-house-pm-over-audit-findings>).

20. Voir Jeanne Aisserge et Jean-Nicolas Bach, « L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire », note 7 de *l'Observatoire de l'Afrique de l'Est*, novembre 2018, pp.26-29.

21. Connue pour son engagement en tant qu'avocate auprès des femmes battues en Ethiopie, Meaza Ashenafi semble néanmoins peu en mesure d'aborder les énormes lacunes du système judiciaire éthiopien. Voir sur le site en ligne d'*Al-Jazeera* le documentaire intitulé "Meaza Ashenafi: Judging Ethiopia's Future" (<https://www.aljazeera.com/programmes/my-ethiopia/2019/09/meaza-ashenafi-judging-ethiopia-future-190902094956760.html>) et l'article d'Adem K. Abebe, "What Ethiopia needs is an independent prosecution" (19 July 2019, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/ethiopia-independent-prosecution-190717140328127.html>).

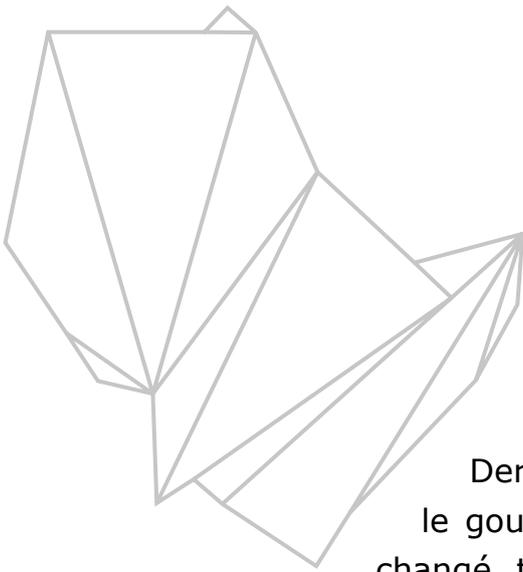
22. Pour le cas de l'ancien Président de la Région Somali, Abdi Iley, voir la note 7 de *l'Observatoire de l'Afrique de l'Est*, novembre 2018, pp.38-39, et Mahlet Fasil, 9 August 2019, "Ex-Somali Region President Says He drops His Defense Team, Accuses Federal Court of Bias", *Addis Standard*, (<https://addisstandard.com/news-ex-somali-region-president-says-he-drops-his-defense-team-accuses-federal-court-of-bias>).

Ce même sentiment d'inaboutissement ressort des politiques économiques avec trop peu de changement concret depuis un an et demi pour contrer les problèmes majeurs, comme la pénurie persistante de devises étrangères paralysant l'économie nationale, l'inflation, le chômage, les bas salaires ou encore la régulation des échanges transfrontaliers avec l'Érythrée²³. Là encore, si Abiy Ahmed multiplie la création de comités ou « *task forces* », ces derniers semblent davantage relever des effets d'annonce que de l'existence de politiques véritablement nouvelles et structurées pour répondre à ces défis socioéconomiques lourds et récurrents²⁴. Le rôle du Premier ministre paraît se limiter à s'assurer que l'argent des partenaires étrangers continue d'affluer pour éviter la banqueroute en cours et tenir la promesse de l'ouverture du capital des entreprises publiques et du pays aux investisseurs.

Ainsi, non seulement le gouvernement Abiy ne parvient pas à résoudre les problèmes de fond, mais il semble également recourir à la manipulation des mobilisations ethniques, ce qui constitue un autre signe de sa continuité avec les régimes précédents.

23. Les évolutions paraissent minimes, malgré le récent séjour d'Abiy Ahmed, accompagné du Ministre des finances et du développement, Ahmed Shide, à Asmara pour traiter ces questions transfrontalières sensibles, dont ni les tenants, ni les aboutissants n'ont été révélés.

24. Il ne semble ainsi toujours pas exister de programme clair caractérisant la politique économique de l'État pour sortir des impasses actuelles. Même si quelques éléments sur les priorités du gouvernement, la libéralisation de l'économie éthiopienne et le modèle de l'État développementiste ont été récemment dans le discours d'Abiy Ahmed face à la House of People's Representatives en juillet 2019. Voir Fasika Tadesse, 10 August 2019, "PM Led Committee Goes Operational", Addis Fortune (<https://addisfortune.news/pm-led-committee-goes-operational>).



L'inquiétante mobilisation de jeunes miliciens ethno-nationalistes

Derrière les politiques formelles mises en place par le gouvernement Abiy, certaines pratiques n'ont pas changé, telles que les mobilisations ethniques, même si elles s'opèrent de façon beaucoup moins visible. Il s'agit principalement de former des milices composées essentiellement de jeunes individus, recrutés sur des bases ethniques et opérant à l'échelle des administrations locales (comme les comités d'arrondissement ou *qebele* en amharique), ce qui suscite une inquiétude croissante quant à leur rôle et à la capacité du régime à les contrôler.

La mobilisation par les autorités étatiques de ces jeunes miliciens a débuté peu de temps après la nomination d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre, et avait notamment vocation à assurer sa sécurité, comme ce fut le cas lors du grand rassemblement organisé à Meskal Square en juin 2018 pour soutenir le nouveau leader²⁵.

Les mêmes pratiques avaient été observées lors du retour à Addis-Abeba des principales figures de ces partis, tout particulièrement à l'occasion de la venue des leaders de l'OLF ou de Jawar Mohammed, l'emblématique journaliste et directeur de la chaîne d'information en ligne Oromo Media Network (OMN), basée au Minnesota. Lors de ces retours très médiatisés des vedettes de l'opposition, les autorités éthiopiennes s'étaient aussi investies dans la confection d'autocollants, où figuraient Abiy Ahmed et Lemma Megersa (alors président de la Région oromo), aux côtés de Berhanu Nega (fondateur de Gimbot 7) ou de Dawud Ibsa (leader de l'OLF), et avaient assuré la venue en

25. A cette occasion, les autorités étatiques avaient distribué massivement aux groupes de jeunes présents des drapeaux qu'elles avaient fait confectionner à Nairobi et qui étaient jusqu'alors interdits par le régime, car associés aux partis d'opposition armés et considérés comme « terroristes » par l'EPRDF tels que Gimbot 7 et l'Oromo Liberation Front.

bus de différents groupes de jeunes appelés *Qeerroo*²⁶, acheminés au frais de l'État dans la capitale éthiopienne depuis diverses villes de la Région oromo. Nous avons déjà noté que ces groupes activés par le gouvernement et leurs relais régionaux, en particulier en Région oromo, portaient le même nom que celui des groupes spontanés investis dans les mobilisations sociales de ces dernières années contre l'EPRDF, ayant entraîné la démission de Hailemariam Desalegn et son remplacement par Abiy Ahmed en mars 2018²⁷.

Si ce phénomène était particulièrement flagrant avec les groupes *Qeerroo* dans la Région oromo, il se manifestait également ailleurs comme dans les Région amhara, avec l'émergence encadré par les administrations locales de groupes reprenant le titre des célèbres *Faano*²⁸, qui avaient rejoint les *Qeerroo* lors des mobilisations sociales de 2016 et 2017 contre le gouvernement.

Ces pratiques qui se poursuivent sous le gouvernement Abiy s'inscrivent dans les logiques contre-insurrectionnelles, inspirées et soutenues par le puissant allié américain – depuis le mandat de Barack Obama et reprises par l'administration de Donald Trump – pour contrer la popularité des groupes organisés spontanément et appelés originellement *Qeerroo* ou *Faano* menant des actions de blocage des routes et des opérations ville-morte lors des soulèvements populaires de ces dernières années²⁹. Il s'agissait également d'utiliser ces nouveaux groupes de jeunes miliciens organisés cette fois par les autorités étatiques et se réunissant dans les bureaux des comités d'arrondissement contrôlés par les structures partisans régionales de l'EPRDF – l'Oromo Democratic Party (ODP) en Région oromo, l'Amhara Democratic Party (ADP) en Région amhara ou encore le Somali Democratic Party (SDP) en Région somali³⁰ – pour se substituer aux forces de l'ordre trop décriées, en raison de leurs interventions sanglantes et ainsi tenter de mettre un terme aux soulèvements populaires de 2015-2017 contre le régime en place.

26. *Qeerroo* est un terme oromo associé aujourd'hui aux jeunes guerriers garants de l'ordre morale égalitaire dans la société oromo traditionnelle.

27. Voir Jeanne Aisserge, décembre 2018, « L'Éthiopie rattrapée par les violences intercommunautaires », *Les Grands dossiers de la diplomatie*, n°48, pp.81-83.

28. *Faano* est un terme amharique renvoyant aux mouvements étudiants qui émergèrent contre le régime de Haïlé Selassié dans le contexte de la Révolution socialiste éthiopienne de 1974. On pourrait le traduire par 'jeunes rebelles' ou 'guerilleros'.

29. Voir Jeanne Aisserge et Jean-Nicolas Bach, « L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire », note 7 de *l'Observatoire de l'Afrique de l'Est*, novembre 2018, pp.30-35.

30. L'organisation de ces réunions dans les bureaux de l'ODP, ADP ou SDP à l'échelle des comités d'arrondissements (*qebele*) s'accompagne de rémunérations pour les jeunes leaders de ces milices, en distribuant directement des sommes d'argent conséquentes ou en nature, en donnant des denrées alimentaires et autres produits de consommation qu'ils vendent ensuite pour en tirer des profits non négligeables.

Cependant, les prérogatives de 'gardiens' de la paix sociale attribuées à ces jeunes milices et de soutien aux politiques réformistes du gouvernement Abiy ont abouti au cours de l'année écoulée à des actions concrètes générant plus de désordre que de réconciliation aux quatre coins du pays. Des affrontements violents et sanglants ont ainsi affecté à répétition Dire Dawa, les zones de Gursum, de Haramaya, du West Guji et de Burayu dans la Région oromo³¹, ainsi qu'Addis-Abeba après l'arrivée des leaders de Gimbot⁷ et de l'OLF. Plus récemment, en mars 2019, des jeunes miliciens *Qeerroo* ont été mobilisés par les comités d'arrondissement pour empêcher la tenue des meetings du Comité Balderas, présidé par Eskander Nega³². Il s'agit aussi des violences commises par les jeunes miliciens *Heego*³³ formés par Abdi Iley dans la Région somali, intervenant dans les zones voisines de la Région oromo ou encore à Dire Dawa. Ces exactions flagrantes (fouilles répétées, intimidation, racket, expéditions punitives, altercations violentes entre milices de quartier, etc.) n'ont cessé de s'accumuler depuis leur récente création et de nourrir la légitimité douteuse de ces groupes au-dessus des lois, galvanisés par un sentiment de revanche et encouragés par les autorités étatiques et le laisser-faire des forces de l'ordre³⁴.

L'implication du TPLF est également flagrante dans l'organisation et le management de ces jeunes miliciens aux exactions difficilement contrôlables, via ses réseaux militaires et sécuritaires. C'est d'abord le cas depuis plusieurs années en Région somali avec les milices de la Liyu Police d'Abdi Iley, mais aussi ces derniers mois lorsque le TPLF a financé à plusieurs reprises des coups montés ou expéditions punitives travesties dans la Région oromo, en payant des jeunes gens habillés aux couleurs du drapeau de l'OLF pour chasser des familles amhara. Le rôle du TPLF est mis en avant de façon récurrente dans les affrontements entre groupes de miliciens Sidama et Wolayta, dans la

31. Il est d'ailleurs fort surprenant – ou révélateur – que la question des milices n'ait pas du tout été abordée lors de la conférence du conseil de sécurité des états régionaux de l'Est éthiopien, le 2 août 2019 (voir *Addis Standard*, « Eastern Ethiopia Neighboring States Remain a Challenge », <https://addisstandard.com/news-despite-improvement-security-in-eastern-ethiopia-neighboring-states-remain-a-challenge/>).

32. Voir Hewan Alemayehu, 18 juin 2019, "Eskinder Nega, the Balderas Council, and the Debate on Addis Ababa's Legal and Political Status: Implications to Addis Ababa Residents", *Gobena Street*, (<http://en.gobenastreet.com/2019/06/18/eskinder-nega-the-balderas-council-and-the-debate-on-addis-ababas-legal-and-political-status-implications-to-addis-ababa-residents>) et l'éditorial d'*Addis Fortune* du 30 mars 2019, intitulé « Should Public Demonstrations Turn into Platforms for Intimidation ? » (<https://addisfortune.news/should-public-demonstrations-turn-into-platforms-for-intimidation/>).

33. Comme le terme oromo *Qeerroo*, *Heego* est associé en somali aux groupes de jeunes miliciens se revendiquant des jeunes guerriers, gardiens ou garants de la société traditionnelle somali.

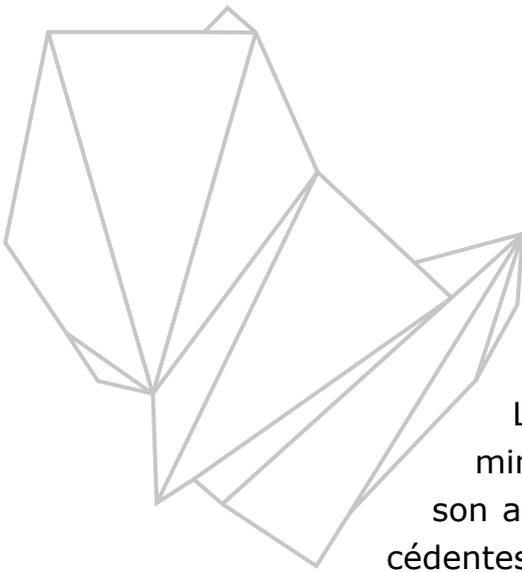
34. Les activités de ces milices organisées par les comités d'arrondissement sont depuis quelques mois un peu plus encadrées par les autorités locales et régionales, notamment en réduisant leur présence et leurs interventions aux situations de crise ou de troubles de l'ordre public. Cependant, la situation reste très volatile et les escarmouches sanglantes continuent d'être observées dans les Régions oromo, amhara et du Sud.

continuité de ses interventions informelles depuis le début des années 1990, contre ce qui étaient déjà les revendications d'autonomie régionale des opposants du Sidama Liberation Movement (SLM)³⁵.

Inversement, les groupes non asservis aux administrations locales, comme ceux investis originellement dans les mobilisations populaires de ces dernières années, sont criminalisés et font face à des arrestations massives, notamment en Régions oromo et amhara, mais aussi dans la RNNPS. Pourtant dans cette dernière, les réunions marathon à huis-clos du Southern Ethiopian People Democratic Movement (SEPDM, affilié à la coalition de l'EPRDF) et l'étrange façon avec laquelle ce parti a mis en avant d'obscures études dites 'scientifiques' affirmant que la majorité des habitants de la RNNPS se prononceraient en faveur de l'intégrité administrative régionale masquent mal le fait que les revendications ethno-nationales de la zone Sidama – et celles d'autres zones de la RNNPS – expriment d'abord un ras-le-bol du monopole du pouvoir régional dans les mains du SEPDM-EPRDF.

Les apories des politiques formelles de réconciliation nationale, associées au maintien de pratiques moins officielles de mobilisation de jeunes milices ethno-nationalistes dans les Régions alimentent la confusion générale sur la nature du projet réformiste incarné par Abiy. Elles nourrissent aussi des peurs quant aux auteurs des violences et les doutes croissants sur la capacité de son gouvernement à les contenir, pouvant conduire à des replis identitaires ethno-régionaux/nationaux dans lesquels, là encore, le rôle des autorités étatiques (aux échelles fédérale et régionale) apparaît pour le moins ambigu.

35. Le TPLF s'est impliqué depuis le début des années 1990 dans la crise avec le SLM, en nommant un Sidama proche de l'EPRDF à la tête de la RNNPS et en favorisant le développement d'Hawassa, la capitale régionale (voir Sarah Vaughan, 2003, *Ethnicity and Power in Ethiopia*, PhD Thesis, The University of Edinburgh, pp.191-195). Plus récemment, le TPLF a financé de jeunes miliciens dans la zone du Wolayta pour contrer violemment les groupes Sidama (appelés *Ejeetto*) et ainsi envenimer la situation dans la région.



Confusion accrue et replis identitaires ambivalents

La conférence de presse tenue par le Premier ministre début août 2019, la troisième depuis son arrivée au pouvoir, s'est limitée comme les précédentes à un exercice de style très formel supposé réaffirmer son engagement dans les réformes en cours. Toutefois, malgré le calme avec lequel Abiy s'est efforcé de répondre aux questions posées avec anxiété par les journalistes présents, ses réponses restaient pour la plupart très démagogiques et n'adressaient que très partiellement les importants problèmes soulevés.

Si le Premier ministre a indiqué que l'EPRDF avait décidé de tout faire pour maintenir les échéances électorales de mai 2020, il n'a à aucun moment évoqué en détail les doléances des représentants des partis d'opposition sur le projet de loi électoral présenté le 1^{er} août devant la Chambre basse (*House of People's Representatives*). Aucun mot en effet sur la hausse drastique du nombre d'adhérents exigé pour permettre aux partis de présenter leurs candidats lors des élections locales, régionales et nationales – celui-ci passant respectivement de 750 à 10 000 pour les partis nationaux et de 150 à 4 000 pour les partis locaux³⁶. Cette question était pourtant au cœur des protestations des représentants de l'opposition, ceux-ci considérant l'augmentation abusive du nombre d'adhérents requis pour participer aux élections comme allant à l'encontre de la Constitution fédérale et de la participation effective des diverses sensibilités partisans qu'elle était censée préserver, augurant dès lors la victoire de la coalition EPRDF qui elle seule réussiraient sans difficulté à remplir ces nouvelles exigences électorales draconiennes dans un délai si court.

Quant à la guerre des mots entre le TPLF et l'ADP via les communiqués agressifs publiés récemment par ces deux partis de l'EPRDF, s'accusant mutuelle-

36. Voir l'article publié le 24 août 2019 sur le site en ligne du journal *Addis Fortune*, "Law Makers Legislate Controversial, Stingent Electoral Law" (<https://addisfortune.com/lawmakers-legislate-controversial-stringent-electoral-law/>).

ment de mettre en péril les réformes actuelles en faillant à leurs obligations en termes de sécurité et de coopération avec le gouvernement fédéral, Abiy Ahmed n'a là encore dit aucun mot sur ces communiqués, ni les contentieux de fond opposant les deux administrations régionales. Il s'est simplement contenté de mentionner que ces rivalités partisans au sein de la coalition au pouvoir avaient toujours existé et qu'il fallait se réjouir qu'elles soient à présent formulées publiquement et sans recours à la violence. Le Premier ministre a en outre rappelé que la fusion en un seul et unique parti de l'EPRDF était toujours d'actualité, preuve selon lui de la volonté des différents partis de la coalition de continuer à travailler ensemble pour mener à bien l'ouverture politique en cours.

Il aurait pourtant été attendu du Premier ministre qu'il tranche ou au moins s'exprime sur les accusations réciproques d'incompétence, de népotisme ou de non coopération avec la justice fédérale, notamment au sujet des différends frontaliers persistants entre les deux Régions (comme les zones disputées de Welkait ou de Raya), mais aussi du renouvellement très relatif des administrateurs locaux ou encore de la comparution devant les tribunaux fédéraux de personnalités emblématiques de l'ADP et du TPLF.

Dans un autre domaine, le satisfecit d'Abiy Ahmed sur les résultats positifs de son gouvernement pour juguler la pénurie toujours aussi marquée de devises étrangères, l'inflation pesante à deux chiffres, l'emploi ou encore les bas salaires a semblé non seulement exagéré, mais aussi éloigné des inquiétudes et frustrations quotidiennes de l'immense majorité de la population sur ces enjeux socioéconomiques de plus en plus prégnants³⁷.

Surtout, le Premier ministre a fait preuve d'un cynisme et d'un populisme assumés pour justifier le blocage total d'internet courant juin au nom d'impératifs sécuritaires qu'il n'a pas souhaité expliciter³⁸. Il s'est simplement contenté de rappeler que contrairement à l'air ou l'eau, internet n'était pas indispensable et que l'important était de sauver des vies humaines, oblitérant de fait les pertes économiques lourdes de ces coupures répétées et durables pour l'économie nationale, tout comme le discrédit qu'elles infligent à la politique d'ouverture démocratique que son gouvernement était supposé incarner – Abiy

37. Voir l'éditorial du 3 août 2019 d'*Addis Fortune* sur la polarisation et les inégalités croissantes (<https://addisfortune.com/polarisation-inequality-existential-threats-to-the-ethiopian-state/>).

38. Ces coupures du réseau internet par les autorités éthiopiennes ont eu lieu d'abord début juin lors des violents combats entre les forces militaires éthiopiennes et des branches armées de l'OLF au Wallaga, puis lors de la tenue des examens nationaux et enfin après les tueries du 22 juin à Bahir Dar et à Addis-Abeba.

ayant juré depuis plus d'un an qu'internet ne serait plus coupé pour marquer sa rupture avec les pratiques autoritaires de la précédente administration de Hailemariam Desalegn.

Enfin, le Premier ministre a largement vanté les mérites de sa politique de plantation massive d'arbre à l'échelle nationale – *the Green Legacy* –, même si la plupart des experts nationaux craignent que cette politique soit plus de l'ordre de la communication qu'un véritable virage écologique durable de l'Éthiopie³⁹. Cette confusion accrue sur la nature du projet réformiste incarné par Abiy Ahmed semble aussi s'appliquer aux replis ethno-nationaux observés souvent trop superficiellement dans les différentes Régions du pays.

Annoncé comme une évidence par la plupart des analystes, le repli du TPLF sur la capitale régionale de Meqelle reste néanmoins très relatif, l'ensemble des infrastructures éthiopiennes demeurant majoritairement dans les mains des grands commerçants ou officiers militaires tigréens, comme le conglomérat METEC dont la présentation de ses administrateurs devant la justice se fait toujours cruellement attendre. La thèse même selon laquelle les grandes figures du TPLF comme Getachew Asefa, l'ancien chef du National Information Security Service, seraient cachés au Tigray pour échapper aux tribunaux fédéraux d'Addis-Abeba paraît davantage relever de la mise en scène et non s'appuyer sur des faits tangibles⁴⁰. De même, les tensions formelles entre le TPLF et l'ADP paraissent elles-aussi teintées de dramaturgie soignée pour contenter les bases populaires respectives de ces deux partis régionaux, alors que leurs leaders respectifs (Debretsion Gebremikael et Demeke Mekonnen) continuent de présider au sein du Comité exécutif de l'EPRDF à l'élaboration des politiques sécuritaires et économiques du pays tout entier. Comme expliqué plus haut, l'implication du TPLF hors de la région Tigray demeure flagrante, en particulier dans la crise qui ébranle aujourd'hui l'existence même de la RNNPS et, plus précisément, l'embrasement suscité par la volonté de la zone Sidama de s'ériger en Région autonome.

Dans la Région oromo, les zones d'ombre sont nombreuses autour de ce qui est encore une fois présenté comme une radicalisation ethno-centrée. Ce sont

39. Le parallèle avec les efforts de Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, durant la COP21 organisée à Paris en 2016, renforce encore l'idée selon laquelle Abiy se comporterait davantage comme un chef de la diplomatie que comme un véritable Premier ministre, incapable de trancher les litiges nationaux et conflits régionaux qui menacent la stabilité intérieure du pays, mais redoublant d'effort pour séduire les principaux partenaires financiers internationaux de l'Éthiopie et s'assurer de leur soutien politique et financier pour mettre en œuvre la libéralisation de l'économie nationale, dont le contenu et la mise en œuvre demeurent encore très opaques.

40. Voir l'article sur le site *Bloomberg* de Marc Champion et Nizar Manek, 2 August 2019, "Death on the Nile Haunts Ethiopia's Rebirth" (<https://www.bloomberg.com/graphics/2019-nile-river-ethiopia-dam>).

d'abord les affrontements meurtriers dans le Wallaga entre les forces militaires éthiopiennes et ce qui apparaît comme des groupes rebelles proches de l'OLF, souhaitant s'emparer du pouvoir par la force. Pourtant, ces affrontements lourds semblent davantage causés par l'absence d'avancées pour apporter des solutions aux graves injustices foncières locales et le refus des autorités régionales (contrôlées à 100% par l'ODP-EPRDF) de permettre aux membres de l'OLF d'obtenir une représentation légale localement pour préparer les élections de mai 2020⁴¹. Les obstructions répétées des autorités régionales pour empêcher l'ouverture de bureaux locaux de l'OLF ou l'organisation de meetings publics, les arrestations multiples de leurs représentants ou encore les bombardements effectués ces derniers mois dans la zone de Kelem près de la ville de Nekemte ont également activement participé à l'escalade des conflits locaux⁴².

Loin d'apaiser la situation, le gouvernement Abiy s'est borné à présenter les accusés comme des activistes radicaux de l'Oromo Liberation Front, instrumentalisés par les leaders de ce Front, « (parlant) d'unité avec nous le matin, pour mieux comploter le soir venu et détruire le pays ». ⁴³ Les revendications radicales portées par les représentants régionaux de l'ODP révèlent elles-aussi le double jeu des agents du parti officiel oromo de l'EPRDF, à travers la promotion provocatrice de leur nationalité et de l'autonomie de leur région pour satisfaire et alimenter le soutien de leurs bases populaires, avant d'être finalement écartées par le Premier ministre éthiopien lui-même de façon très médiatique⁴⁴.

Néanmoins, c'est dans la Région amhara que l'ambivalence de la lutte officielle contre les « replis ethnonationaux » semblent les plus marquées. Au-delà des discours dénonçant la radicalisation des activistes amhara, hostiles aux réformes d'Abiy et souhaitant *in fine* un retour à l'ancien régime

41. "The OLF held a mass rally in Addis Ababa in September (2018), and people also expressed support in still restive and somewhat anarchic rural areas, which seems to have triggered concerns from ODP that OLF threatened its power. In reality, many Oromo youths who had taken to the streets since 2015, paving the way for Abiy's premiership, seem to have been labeled as hardcore OLF after showing support for the decriminalized movement", dans Ermias Tasfaye, 7 juin 2019, "Two steps forward, one step backward for Oromia?", *Ethiopia Insight* (<https://www.ethiopia-insight.com/2019/06/07/two-steps-forward-one-step-back-for-oromia/>).

42. Voir Ermias Tasfaye, 7 juin 2019, *Ethiopia Insight*, op. cit. Ces bombardements ont été également confirmés dans les très confidentiels *UNDSS Security Reports* de mai/juin 2019.

43. Extrait du discours prononcé en septembre 2018 par le Premier ministre Abiy Ahmed lors du Congrès du parti représentant officiellement les Oromo au sein de la coalition gouvernementale du FDRPE.

44. Voir les déclarations provocatrices de personnalités populaires comme l'ancien directeur d'Oromo Media Network (OMN), Jawar Mohammed ou encore celles de Lemma Megersa et de Takele Uma sur l'oromisation des noms des quartiers d'Addis et l'intégration très contestée de la capitale fédérale et de ses environs dans la Région oromo. Ces propositions radicales furent rapidement rejetées par Abiy lui-même et s'accompagnèrent de l'extraction subite de Lemma Megersa, alors Président de la Région oromo, avec sa nomination à la tête du ministère de la Défense du gouvernement fédéral.

unitaire et monarchique amhara, les dynamiques de repli sur une identité amhara paraissent plus nuancées. Si elles s'appuient pour une large part sur l'idée d'une *amharité* régionale, gardienne historique du pays, elles sont vraisemblablement moins ethno-centrées qu'elles ne le semblent car si cette identité amhara est aujourd'hui considérée comme menacée par les acteurs locaux, ces derniers tendent d'abord à appeler à la constitution de forces de défense comme dans les autres Régions pour lutter contre les abus continus du régime et protéger ici en particulier la Région amhara de l'influence et du pillage opérés en sous-main par le TPLF.

L'analyse des événements tragiques du 22 juin 2019 avec l'assassinat du Président de la Région amhara et de ses principaux collaborateurs reste périlleuse car les zones d'ombres demeurent nombreuses, en particulier leur lien avec l'assassinat quelques heures plus tard du chef d'état-major de l'armée éthiopienne, le Général Seares Mekonnen, à Addis-Abeba. Cependant, ces événements paraissent révélateurs de l'imbroglie en cours sur la prétendue radicalisation amhara anti-gouvernementale dénoncée par les autorités éthiopiennes, exprimant davantage le désarroi des habitants de la Région amhara face à cette propagande continue entretenue par le gouvernement d'Abiy Ahmed et l'absence de renouvellement des administrateurs régionaux toujours monopolisés par l'ADP⁴⁵.

En effet, loin d'être un parti rejetant totalement la Constitution fédérale éthiopienne et favorable au retour à l'ancien régime monarchique, le principal parti d'opposition régionale à l'EPRDF, le National Movement of Amhara (NAMA) a été fondé en juin 2018 par un groupe d'universitaires proches des groupes *Faano*, solidaires des mouvements de protestation *Qeerroo* lors des mobilisations sociales contre l'EPRDF de ces dernières années, ayant poussé conjointement à la démission le gouvernement de Hailemariam Desalegn⁴⁶. Considéré depuis peu comme le repère de dangereux fanatiques amhara, le NAMA a récemment déploré l'arrestation de plusieurs de ses membres dans la Région

45. Le CV d'Ambachew Mekonnen, le Président de la Région amhara tué fin juin 2019, suggère sans ambiguïté qu'il était un pur produit de l'EPRDF et trois fois ministre dans le gouvernement précédent de Hailemariam Desalegn). Voir également son interview dans *Capital* (6 décembre 2018, <https://www.zehabesha.com/capital-newspaper-interview-with-dr-ambachew-mekonnen-phd/>) où il fait état de façon peu convaincante de son ralliement tardif à la fronde populaire des *Faano* en Région amhara amorcée en 2016-17.

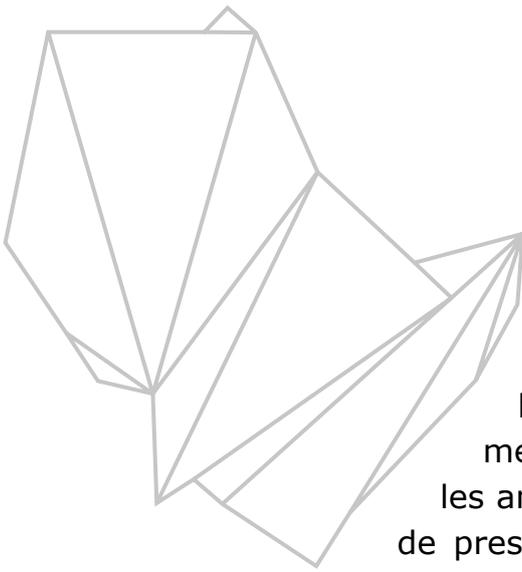
46. Voir l'interview de Dessalegn Chanie, Président de NAMA, dans *Addis Standard* (19 juin 2018, <https://addisstandard.com/the-interview-nama-is-expected-to-be-the-guardian-of-a-fully-fledged-amhara-nationalism-dr-dessalegn-chanie/>) où il déclare notamment "The people of Amhara can engage in disciplined bargaining, with other nations and nationalities of Ethiopia and try to protect its interests. By doing so, the Amhara nationalism will protect the interest of the Amhara and at the same time end the (27 years) long lasting marginalization of Amhara. This in turn is in the interest of Ethiopia's stability, security and national unity; a genuine federation based on respect of one another."

amhara et à Dire Dawa, où ceux-ci s'étaient surtout insurgés contre la faible représentation des populations amhara en raison du système des quotas en vigueur dans l'administration de la ville (assurant 80% des élus aux groupes oromo et somali) et la multiplication des escarmouches avec les milices oromo et somali organisées par les autorités locales.

Enfin, contrairement à ce que le gouvernement éthiopien a largement relayé dans les médias officiels, le Brigadier Général Asaminew Tsige n'avait pas appelé à la révolte contre le régime fédéral sur les réseaux sociaux, mais plutôt encouragé les habitants de la Région amhara à s'organiser contre la continuation des exactions de l'EPRDF, en citant à plusieurs reprises l'exemple à suivre du martyr de l'Abune Petros contre l'occupation italienne de l'Éthiopie dans les années 1930-1940. Originaire de Fitcha, dans l'actuelle Région oromo, l'Abune Petros demeure une figure religieuse respectée par beaucoup d'Éthiopiens et son véritable prénom et patronyme, Ragasa Dabasa, ne laisse planer aucun doute sur son origine oromo.

De plus, si l'hypothèse d'un coup d'éclat ou suicide patriotique du Brigadier Général Asaminew dans la tradition militaire amhara semble de plus en plus probable pour expliquer les tueries à Bahir Dar du 22 juin 2019, la popularité et la carrière de ce haut gradé de l'armée éthiopienne laissent apparaître une autre facette de l'emblème amhara 'gardienne de la nation', moins exclusivement ethno-centrée et davantage inscrite dans la lutte transnationale contre les abus du TPLF-EPRDF depuis les élections de 2005. En effet, la foule massive présente lors des funérailles d'Asaminew à Lalibela a montré la forte popularité de ce personnage respecté pour son engagement constant auprès du peuple et contre les exactions de l'EPRDF, avec notamment la présence de célèbres figures militaires comme le Brigadier Général oromo Kemal Galchi, dont les rapprochements avec l'équipe de Berhanu Nega remontent aux violences post-électorales de 2005⁴⁷.

47. Le brigadier général Kemal Galchi a en effet déserté l'armée éthiopienne en 2006 pour fonder à Asmara avec près de 200 autres soldats une branche active de l'OLF. Il amorce à partir de 2012 un rapprochement avec les réseaux de Berhanu Nega (Gimbot7 et l'Alliance for Liberty, Equality and Justice in Ethiopia (ALEJE)), concurrençant la vieille garde de l'OLF exilés aux États-Unis, notamment Lencho Leeta, à laquelle Kemal Galchi reproche son refus de reconnaître que les Oromo sont des Éthiopiens. Kemal Galchi s'oppose également aux caciques de l'OLF en refusant toute alliance avec l'OPDO/ODP et l'EPRDF en général (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4779189.stm> ; <https://ecadforum.com/2014/01/14/emerging-political-differences-between-oromo-organisations/> ; voir également le meeting de l'OLF au Minnesota en 2012, salué par l'ALEJE de Berhanu Nega depuis Asmara, http://www.ginbot7.org/Alliance_ALEJE/Alliance_for_Liberty_on_OLF_03_01_2012.pdf).



Conclusion

Bien que de plus en plus conscients des faiblesses et risques des politiques d'Abiy pour mettre un terme aux violences dites 'ethniques', les analystes nationaux et internationaux continuent de prescrire aux bailleurs de fond de redoubler leurs efforts pour soutenir les réformes libérales prometteuses entreprises par le Premier ministre éthiopien. Concrètement, il s'agit de maintenir le flot presque quotidien de devises injectées dans l'appareil étatique en faillite et, plus localement, de financer davantage de projets de développement pour répondre aux revendications des populations locales et les faire patienter dans leur quête de justice foncière et de représentation politique⁴⁸.

Pourtant, ces analyses souvent faites à distance et par téléphone peinent à convaincre que l'argent et la foi dans le *transformative leadership* pro-occidental du Premier ministre éthiopien et de son projet d'ouverture politique et économique du pays suffiront à endiguer les conflits actuels. Leur examen requiert de dépasser les clichés culturalistes pour saisir les problèmes de fond liées à la représentation et à l'administration conflictuelles des « nationalités » institutionnalisées dans et par l'État fédéral, capturé par l'EPRDF depuis près de trois décennies.

Cette analyse critique et de terrain révèle que rien ne semble pouvoir freiner la réconciliation entropique poursuivie par le gouvernement d'Abiy Ahmed, tant que les problèmes de fond ne seront pas adressés. En d'autres termes, le désordre va perdurer et s'accroître sans véritable mise en œuvre d'une réconciliation nationale indépendante et coopérative, ni changement chez les représentants régionaux et administrateurs locaux, ni mise à pied des jeunes milices aux ordres des autorités étatiques, ni abandon de la disqualification toujours trop systématique des opposants à la coalition EPRDF, en leur apposant comme hier l'étiquette de 'terroristes' menaçant la stabilité du pays.

48. Voir le commentaire publié par *International Crisis Group* le 19 juillet 2019, intitulé "Preventing Further Conflict and Fragmentation in Ethiopia", <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/ethiopia/preventing-further-conflict-and-fragmentation-ethiopia>.

Il n'est pas rassurant de constater que les figures des partis de l'opposition se retrouvent piégées par le projet réformiste Abiy qui leur a emprunté leurs discours économique « libéral », tout en conservant la main mise sur leurs représentations locales, régionales et fédérales, les condamnant à n'être, au mieux, que des alliés de l'EPRDF.

La réconciliation incarnée par le Premier ministre éthiopien consistait pour une large part à briser les solidarités Oromo-Amhara nées de l'après-élection de 2005 et renforcées au fil des mobilisations populaires de 2015-2017, ce qui semble pour le moment fonctionner. Toutefois, les solidarités persistantes entre Gimbot 7, l'OLF ou encore le SLM dans une Région du Sud en dislocation laissent augurer une escalade des violences à court terme entre les ambivalents partenaires du gouvernement réformiste d'Abiy Ahmed. Cette escalade semble durable, en particulier à travers l'émergence d'un front militant et militaire trans-ethnique, unis contre les abus du régime et non foncièrement contre la Constitution fédérale.

Il devient dès lors fort préoccupant que les partenaires internationaux d'Abiy Ahmed continuent de financer ses politiques dites réformistes sans s'inquiéter de leurs limites réelles, de leurs effets contre productifs et de leurs dérives populistes, accentuant les divisions ethnonationales et les frustrations populaires. Les discours de moins en moins dissimulés d'un retour nécessaire aux pratiques autoritaires du passé, afin de stabiliser le pays et mener à bien les réformes en cours, paraissent eux-aussi contre productifs, voire franchement dangereux. La décentralisation reste au cœur des dynamiques conflictuelles du fédéralisme éthiopien et les ré-articulations identitaires nationales de plus en plus radicales ne sont que l'aveu de son inexistence, voire de son impossible mise en œuvre dans un champ étatique toujours cadencé par l'EPRDF.

L'échec des politiques d'Abiy réside dans cette reformulation forcée d'un État fédéral toujours aux mains de l'EPRDF, malgré les tensions bien réelles au sein et à l'égard de la coalition au pouvoir. Cette réconciliation aux allures de resserrement autoritaire risque de mettre en péril l'aura 'réformiste' d'Abiy et la stabilité du pays en général. Elle compromet aussi gravement l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers – considérée par le gouvernement et ses partenaires étrangers comme le seul véritable espoir de rétablir la stabilité du pays – et *in fine* les efforts pour endiguer le nombre de déplacés internes et le flux toujours croissant de candidats à l'immigration vers le Moyen Orient et l'Europe, dans des conditions précaires et dramatiques⁴⁹.

49. Voir l'article publié par *Al-Jazeera* le 26 juillet 2019, "'Tragedy': Over 100 refugees feared drowned in Mediterranean Sea" (<https://www.aljazeera.com/news/2019/07/100-migrants-refugees-feared-drowned-mediterranean-sea-190725150839996.html>).